



Introduction

*Isabelle Bensidoun et Jézabel Couppey-Soubeyran**

Il y a un an, la question était de savoir si le frémissement que connaissait l'économie mondiale allait se confirmer. À l'été 2018, la réponse est claire du côté de la croissance qui accélère aussi bien dans les économies avancées que dans les économies émergentes ; du côté du chômage aussi, qui recule au niveau mondial, et de l'investissement, qui, après avoir marqué le pas pendant de longues années, tire la croissance des économies avancées. De quoi être gagné par l'optimisme et s'imaginer pouvoir ranger au placard les sombres thèses sur la stagnation séculaire. Mais ce serait, pour Sébastien Jean qui signe le chapitre 1, aller un peu vite en besogne. Car si l'inflation redémarre, portée par le renchérissement du pétrole, l'inflation sous-jacente, elle, est loin de repartir. Le rebond de croissance répond pour beaucoup à des mesures de soutien procyclique, tandis que la tendance de long terme reste peu dynamique. Quant aux politiques monétaires, elles sont confrontées au défi de se normaliser sans casser la croissance et sans nourrir l'instabilité financière, tout en œuvrant suffisamment rapidement pour ne pas manquer de marges de manœuvre lorsque le cycle se retournera. À cela s'ajoutent les tensions internationales provoquées par les décisions du président américain, dont on ne peut exclure qu'elles dégénèrent en guerre commerciale.

* Isabelle Bensidoun, économiste au CEPII, Jézabel Couppey-Soubeyran, maître de conférences à l'université Paris-1 Panthéon-Sorbonne et conseillère éditoriale au CEPII, ont assuré la conception et la coordination de cet ouvrage.

Tensions aussi en zone euro où la reprise économique est ternie par les doutes quant à la pérennité du projet européen. Si le dialogue franco-allemand paraît renoué, les petits pas qui avaient permis d'avancer par le passé ne suffisent plus aujourd'hui. La diversité des préférences politiques s'est accrue. Comme le montre Anne-Laure Delatte dans le chapitre II, les compromis politiques nécessaires pour compléter la monnaie unique paraissent inatteignables à court terme. En outre, la réforme de la monnaie unique ne suffira pas. Restaurer l'adhésion des citoyens nécessite d'aller au-delà de l'économie, en se dotant d'une Europe qui protège et réponde à leurs préoccupations qui concernent avant tout la sécurité, les inégalités et la crise environnementale.

La reprise s'effectue, en outre, dans un contexte macroéconomique qui s'est profondément transformé. L'un des plus importants changements structurels concerne l'inflation. Bien sûr, la reprise économique s'est accompagnée d'une remontée conjoncturelle des prix, ceux du pétrole notamment. Mais l'inflation sous-jacente, la seule à pouvoir exprimer la tendance de long terme de l'inflation, a bien du mal à rejoindre sa cible, malgré un chômage très faible aux États-Unis et en baisse en Europe, cela parce que l'évolution des salaires demeure inerte. L'inflation est devenue structurellement basse. Comme nous le montrent Michel Aglietta, Gilles Dufrénot et Anne Faivre dans le chapitre III, cette évolution remet en cause les schémas théoriques de la macroéconomie contemporaine, qui font trop peu de place à la globalisation et aux cycles financiers.

Autre remise en cause pour la macroéconomie, celle à laquelle conduit l'analyse des effets des politiques fiscales sur l'activité que François Geerolf et Thomas Grjebine mènent dans le chapitre IV. En raison d'une approche essentiellement néoclassique depuis plus de trente ans, ces effets ont été largement sous-estimés au moment de la crise des dettes souveraines, avec des conséquences dramatiques sur les plans tant humain que politique. Car la fiscalité n'a pas que des effets d'incitation, elle a surtout des effets multiplicateurs qui passent par la demande agrégée : des effets keynésiens, en somme ! Reconsidérer les fondements microéconomiques des modèles macroéconomiques pour qu'ils se fondent sur la réalité est un impératif si l'on souhaite sortir de ce que Paul Krugman a qualifié de « temps sombres de la macroéconomie ».

Un autre changement structurel de taille, auquel l'économie mondiale est confrontée, est celui qui concerne le partage de la valeur ajoutée. Comme le montrent Sophie Piton et Antoine Vatan dans le chapitre v, celui-ci a évolué au détriment des rémunérations salariales. Faut-il y voir une conséquence du progrès technologique qui se traduit par une plus grande accumulation du capital et par un essor du capital incorporel (logiciels, recherche et développement, etc.) ? Ou l'explication réside-t-elle plutôt dans l'augmentation du pouvoir de marché des entreprises et la capacité que cela leur confère d'engranger des profits ? Ou bien encore dans les changements de gouvernance qui font prédominer l'intérêt des actionnaires ?

Acteurs majeurs du monde globalisé, les multinationales comptent autant pour leur pays d'accueil, à l'insertion internationale desquels elles participent, que pour leur pays d'origine, dont elles représentent une part importante de l'activité. Il n'en demeure pas moins que l'on manque encore d'outils pour mesurer à la fois leurs activités à une échelle globale et la spécificité des échanges entre filiales localisées dans différents pays. Dans le chapitre vi, Vincent Vicard prévient que cela empêche non seulement d'en appréhender pleinement les enjeux, mais également de définir des politiques économiques adaptées pour réguler leur activité et notamment parvenir à les taxer là où elles sont actives.

Si la reprise s'est confirmée dans les économies avancées et dans nombre de pays émergents et en développement, à l'échelle du sous-continent africain au sud du Sahara les performances globales de ces deux dernières années ne sont guère enthousiasmantes. C'est que le prix du pétrole dicte encore largement son comportement à la croissance. Ces performances globales ne doivent toutefois pas occulter les bons résultats d'une large partie de la région et l'accès facilité à l'endettement extérieur dont la région a bénéficié. Si celui-ci laisse craindre la répétition d'un nouveau cycle d'endettement, il n'est en rien inéluctable, nous indiquent Christophe Cottet, Gaël Giraud et Laëtitia Tremel dans le chapitre vii, et ce d'autant moins que les modalités de financement du développement réussiront à se diversifier. Cette diversification est essentielle car l'Afrique subsaharienne aura besoin, dans les années qui viennent, de performances macroéconomiques à la hauteur des défis qu'elle doit relever :

qu'il s'agisse de sa transition démographique encore inachevée ou de la transition vers une économie bas-carbone indispensable pour assurer, notamment, sa sécurité alimentaire.

Les compléments statistiques présentés en fin d'ouvrage ont été rassemblés par Alix de Saint Vaulry.